

L'AIDE DE L'UNION EUROPEENNE AUX PAYS PAUVRES POUR FAIRE FACE AU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, LIMITES ET PERSPECTIVES

Dan Top

Abstract: Today, poor countries need money to offset the shortfall related to the non-deforestation, developing economies sober. There are already public aid to development, but it is dedicated to food, water, sanitation, first brought a humanitarian Poor countries need today, a additional assistance. The funding is supporting the efforts of poor countries to fight climate change - deforestation, rising sea levels, drought - and reduce their emissions.

Despite the crisis, the EU will finance poor countries to 7.2 billion euro over three years (between 2010 and 2012), to help them adapt to climate change. Big money from Germany and France, with each contributing 1.26 billion, United Kingdom, with 880 million euro, 800 million with Sweden, the Netherlands with a contribution of 300 million, the Spain with the same amount, Denmark, using a 160 million euro and Finland, which gives 100 million, while the Czech Republic grants 12 million, Hungary, six, Bulgaria, 20.000 euro, and Romania, a nominal amount of EUR 5,000 / year.

It is not enough as the industrialized countries do not respect the commitment to devote 0.7% of GDP. Member states are only half. For example, France does not exceed the threshold of 0.47%, when other European countries range up to 1%. The European contribution will fuel an emergency fund for 2010-2012, but the goal for 2020 is to raise 100 milliards euro. The amounts granted by Member States of the European Union should include the amount from Japan and the United States.

However, the European Union also reaffirmed plans to reduce 30% carbon dioxide emissions by 2020, provided that other highly industrialized countries to adopt similar measures.

Submitted after the Copenhagen one can say whether this vision is realistic or not.

La planète connaît une période de changement climatique global sans précédent aux multiples impacts, dont l'activité humaine est en partie responsable.

L'activité humaine telle que nous l'envisageons majoritairement aujourd'hui, avec des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui ne cessent d'augmenter, est en train d'arracher sa planète à l'espèce humaine. L'atmosphère se réchauffe, le climat se dérègle de manière spectaculaire (canicule dans les zones tempérées en 2003, ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans en 2005 etc.).

En 2009, l'Asie a été frappée par une série de catastrophes naturelles: inondations, les cyclones et les ouragans, sans précédent ces dernières décennies. Aux Philippines, l'Indonésie et l'Inde des centaines de milliers de personnes ont été évacuées par l'armée, mais le nombre de victimes a dépassé les attentes les plus dramatiques. L'Asie a non seulement souffert des effets du changement climatique, mais les pays développés comme la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie qui a eu lieu cette année, les inondations dans la dernière décennie.

Les effets du réchauffement climatique sur la biodiversité sont évidents Selon les chiffres 2009 de la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), sur 47 677 espèces étudiées, 875 espèces sont éteintes ou éteintes à l'état sauvage et 17 291 sont menacées d'extinction. A titre d'exemple, la "reine des Andes" (Queen of the Andes), palmier capable de supporté la forte pression des hauteurs d'Amérique du Sud, est une espèce en danger. L'ours polaire quant à lui entré dans la liste rouge en 2008, ne pourrait être bientôt plus visible à l'état sauvage d'ici 2100.

L'augmentation de la température va entraîner des changements dans des paysages cercle polaire arctique, qui mettra en péril plusieurs espèces d'animaux.

Seuls les plus adaptables survivront. Aussi sont bonnet blanc, et reflètent la lumière du soleil, en grande partie dans l'espace, un refroidissement de la Terre. Si les calottes glaciaires fondent, l'océan reste que le réflecteur. Les couleurs foncées absorbent la lumière du soleil, donc un réchauffement de la Terre. L'acidité des océans causée par le dioxyde de carbone relâché dans l'atmosphère par les activités humaines représente une menace considérable, une bombe à retardement pour les formes puits sous-marins de vie.

Le changement climatique a et aura des conséquences dévastatrices pour la planète et pour l'humanité. Crises humanitaires, Exodes, famine, etc. Les pays en développement sont et seront les plus vulnérables. Selon les calculs de l'Organisation mondiale de la santé, 235 millions de personnes ont déjà été touchées par le réchauffement climatique. Plusieurs études scientifiques explorent l'impact du réchauffement climatique et des émissions de CO₂ sur la santé humaine. Maladies respiratoires, vectorielles, un cas de paludisme en Corse en 2006, "chikungunya" en Italie et autres.

L'effet de serre est un phénomène naturel qui mène à une augmentation de la température à la surface de la terre. La concentration de ces GES a largement fluctué au cours des derniers millions d'années : aux cycles naturels de la Terre s'ajoutent depuis la moitié du XIX^{ème} siècle, d'immenses quantités de gaz polluants qui sont relâchées en lien avec l'essor industriel intensif, aggravant le processus de réchauffement climatique. Pour atténuer ses effets, le GIEC préconise une réduction des émissions globales de gaz à effet de serre, en 2050, 50 à 85 % en dessous du seuil de 1990.

Face à l'accélération du réchauffement global, l'humanité se mobiliser. Le protocole de Kyoto expire en 2012. Né de la convention cadre de 1997 suite au sommet de Rio (Brésil) en 1992, ce protocole est entré en vigueur le 16 février 2005. Ratifié par 175 pays, la date butoir de ce traité est prévue pour 2012.

La maîtrise du processus de réchauffement climatique constitue un enjeu majeur pour la planète. Pour que les mesures prises soient efficaces, une mobilisation générale s'impose.

Programme des nations unies pour le développement apporte une aide financière aux pays en difficulté pour promouvoir des projets pilote de développement durable. A titre d'exemple au Maroc, un pays très dépendant des énergies fossiles, la dégradation de l'environnement coûte très cher, plus de 13 milliards de dirhams (plus d'un milliards de dollars) par an selon la Banque mondiale, facture très élevée pour un pays qui a déjà du mal à lutter contre la pauvreté. Le PNUD y subventionne un programme de gestion et d'élimination des polychlorobiphényles (PCB), polluants que l'on trouve principalement dans l'eau et qui ne se décomposent qu'à partir de 100 degrés.

Aujourd'hui, les pays pauvres ont besoin d'argent pour compenser le manque à gagner lié à la non-déforestation, pour développer des économies sobres. Il existe déjà de l'aide publique au développement, mais celle-ci, dédiée à l'alimentation, l'eau, l'assainissement, a d'abord une portée humanitaire. Les pays pauvres ont besoin, aujourd'hui, d'une aide complémentaire. Le financement provient de soutenir les efforts des pays pauvres pour combattre les effets du changement climatique - la déforestation, la hausse du niveau des mers, la sécheresse - et à réduire leurs émissions polluantes.

Dans la course pour réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 sont engagés les États-Unis, Union européenne, Canada, Japon, Australie et autres pays industrialisés et grands pays émergents. L'objectif est de réduire le

réchauffement climatique d'au moins deux degrés Celsius, mais l'engagement total est loin d'atteindre cet objectif. Etats-Unis refuse de donner de l'argent aux pays pauvres au motif qu'ils ne sont pas seulement parce que excluse utiliser des combustibles fossiles.

Les dirigeants européens sont à considérer que sans une action urgente pour lutter contre le réchauffement climatique, la hausse des températures va provoquer des sécheresses, des inondations, la famine et une migration sans précédent

Malgré la crise, l'UE financera les pays pauvres à 7,2 milliards d'euros sur trois ans (entre 2010 et 2012), pour les aider à s'adapter au changement climatique. Beaucoup d'argent venant d'Allemagne et de la France, chacun contribuant avec 1,26 milliards, Royaume-Uni, avec 880 millions d'euros, la Suède avec 800 millions, les Pays-Bas avec une contribution de 300 millions, l'Espagne avec la même quantité, le Danemark, un aide de 160 millions d'euros et la Finlande qui donne 100 millions, tandis que la République tchèque accorde 12 millions, la Hongrie, six, la Bulgarie, 20.000 euros et la Roumanie, un montant symbolique de 5.000 euros /année.

Elle n'est pas suffisante puisque les pays industrialisés ne respectent pas l'engagement d'y consacrer 0,7% de leur PIB. Les états membres n'en sont qu'à la moitié. La France par exemple ne dépasse pas le seuil de 0,47%, quand d'autres pays européens vont jusqu'à 1%. La contribution européenne va alimenter un fonds d'urgence pour 2010-2012, mais l'objectif pour 2020 est de réunir 100 milliards d'euros. Les montants accordés par les États membres de l'Union européenne devrait inclure le montant provenant du Japon et des États-Unis.

Toutefois, l'Union Européenne réaffirme également l'intention de réduire de 30% les émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2020, à condition que d'autres pays hautement industrialisés à adopter des mesures similaires.

Après 12 jours de sommet, le bilan du sommet de Copenhague, du décembre 2009 sur le climat est peu reluisant: un accord non contraignant qui n'est pas signé par tous les pays, obtenu par des négociations de couloirs. Dans l'accord de Copenhague, cinquante-cinq pays ont introduit des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elles produire près de 80% des émissions de gaz à effet de serre.

L'Accord de Copenhague est considéré comme insuffisant. Le document comporte trois pages visent à limiter le réchauffement de la planète à 2 degrés par rapport aux niveaux préindustriels.

L'accord exige des pays industrialisés et pays en développement de faire valoir leurs engagements de réduction des gaz à effet de serre par écrit jusqu'à la fin de Janvier, mais pas fixer une date au-delà de laquelle les émissions doivent diminuer. Il prévoit 30 milliards de dollars à court terme (2010, 2011 et 2012), puis augmenter le montant pour atteindre 100 milliards de dollars d'ici à 2020, destiné en particulier les pays les plus vulnérables aux les aider à s'adapter aux impacts du climat de désordre.

De nombreuses ONG ont dénoncé un fiasco, a été une déception et les négociateurs dans ce processus: le paragraphe qui stipule la nécessité de parvenir à un traité «contrainte morale» à la conférence sur le climat au Mexique en fin 2010, pas en document final.

Le principal échec de Copenhague est l'accord obtenu par les Etats-Unis et la Chine lors de discussions parallèles. La négociation de Copenhague a mis en lumière le rôle incontournable des deux pays les plus pollueurs de la planète. Le "G2" a fait la négociation, sans que les Européens ou les pays en développement aient vraiment leur mot à dire. Les tensions entre les deux pays ont été très vives, mais leurs intérêts contradictoires ont conduit à une alliance objective pour préserver leur souveraineté.

Les deux pays échappent ainsi à tout objectif contraignant. La Chine s'est notamment opposée à la mise en place de mesures de vérification de l'application de l'accord

Un accord international de lutte contre le réchauffement climatique devait prendre sa succession lors du Sommet de Copenhague qui s'est déroulé en décembre 2009 dans la capitale danoise.

Mais le Sommet de Copenhague s'est achevé sur un échec, aboutissant à un accord à minima juridiquement non contraignant : il ne prolongera pas le Protocole de Kyoto.

Les scientifiques et le GIEC attendaient de l'accord de Copenhague la division de moitié des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 par rapport à celles de 1990, afin de limiter l'augmentation des températures à 2°C et ses conséquences humaines et environnementales catastrophiques.

Pour limiter l'augmentation des températures à 2°C, principe global figurant dans l'accord de Copenhague, des engagements chiffrés, précis, et datés, des contraintes juridiques et des sanctions en cas de non-respect des engagements auraient dû être pris par tous les pays signataires.

Au lieu de cela, le Sommet de Copenhague a été le théâtre des incohérences et des égoïsmes des Etats en matière de coopération internationale et de politique climatique.

Les Etats industrialisés, les pays en voie de développement et les pays émergents ne se sont pas accordés sur les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre à mettre en œuvre au sein de leur pays avec des objectifs à court, moyen et long terme.

Aucun calendrier et aucune répartition du financement de l'aide financière et technologique aux pays en voie de développement n'a été mis en place. La création d'un "Fonds climatique vert de Copenhague" a été spécifiée dans l'accord : il soutiendra des projets de lutte contre la déforestation, de développement des énergies renouvelables, d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique pour les pays les plus démunis. Le chiffre de 100 milliards de dollars d'aide d'ici 2020 a été évoqué, mais sans répartition des contributions à verser par les pays donateurs ni répartition des montants et des pays qui recevront ces aides.

La plus grande contribution à ce Fonds est le Royaume-Uni avec 1,6 milliard d'euros, tandis que la Roumanie est à l'opposé, offrant seulement € 5,500. Et la Roumanie sera touchée par le réchauffement climatique, après les inondations catastrophiques en 2005 et 2006, suivront les périodes de sécheresse, entraînant la désertification et le changement climatique peut entraîner des phénomènes météorologiques extrêmes. Delta pourrait être totalement inondé, ainsi que les zones urbaines, à Tulcea, Galati, Braila. En raison de la coupe massive des forêts, la partie ouest de l'Olténie et dans le sud-est du Banat devront faire face à la désertification. Bucarest devront supporter des températures chaudes.

La mise en place d'une instance internationale chargée de vérifier les engagements en termes d'émissions de gaz à effet de serre s'est également achevée sur un échec.

Le niveau de développement des énergies renouvelables et leur financement, la réduction du recours aux énergies fossiles, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, les contraintes sur certaines industries polluantes, le recours aux véhicules moins émetteurs de CO₂, le développement des transports collectifs...ne figurent pas dans l'accord.

Les réunions, conférences et négociations se sont pourtant succédées en 2008 et 2009 afin de faire l'état des lieux du changement climatique, pour définir les objectifs et les moyens du plan de lutte contre le réchauffement climatique et pour faire aboutir les négociations à un accord ambitieux à Copenhague.

Les membres du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), les experts des océans, des glaciers, de l'économie, de la santé, les Nations Unies, les ONG, les Etats... ont tous participé pendant 2 années à la construction de l'accord de Copenhague.

Sauf pour le transport aérien, qui pourrait devenir jusqu'à deux fois plus cher, les coûts impliqués dans l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions de polluants sont presque imperceptibles à la population. Les dépenses de problèmes mondiaux liés au réchauffement ont été estimés à moins de un pour cent pour une variété de produits d'usage courant, des vêtements et de biens de consommation dans les denrées alimentaires et de l'alcool. Même factures d'électricité ou de chaleur va enregistrer une croissance modeste dans les propositions discutées lors d'un sommet sur le changement climatique.

De nombreux sondages effectués ces dernières années ont montré qu'une bonne partie de la population mondiale se méfie des mesures d'exécution rapide et en raison des coûts énormes impliqués. Les critiques, un groupe minoritaire, mais très bruyante, et maintenant tendance à dire que des actions concertées pour réduire les émissions et à développer les technologies «vertes» serait le droit de «ruine», car ils risquent de «détruire mode de vie occidental.

L'échec de Copenhague est imputable à de nombreux facteurs: blocage de certains pays ayant des intérêts financiers dans les énergies fossiles, faiblesse de l'engagement des Etats-Unis, refus de transparence de la part de la Chine, inefficacité de l'institution onusienne, manque de leadership de l'Union Européenne, égoïsme des Etats ne considérant que leur intérêt national...

Les Etats doivent se retrouver à Bonn en juin 2010 et à Mexico en décembre 2010 pour poursuivre les négociations, qui avaient débuté à Bali en décembre 2007.

Ils ont encore l'occasion de s'engager fermement contre le réchauffement climatique, au travers d'un accord chiffré et contraignant, favorable à l'avenir de l'humanité plutôt qu'aux intérêts nationaux à court terme.

Copenhague a marqué une étape indispensable dans l'évolution de la communauté internationale. Ainsi, Copenhague représente un pas en avant, certes insuffisant, confus, ouvrant sur un monde flou et incertain, mais qui peut encore nourrir l'espoir. Cet espoir doit s'ancrer dans le monde réel, dans la compréhension et la réponse ambitieuse à un contexte géopolitique en évolution qui demeure aujourd'hui largement fantasmé.

En l'état actuel des choses, on ne peut relever le défi du changement climatique en espérant seulement l'émergence d'une conscience collective, politisée et matérialisée, propre à endosser la gouvernance du monde face à ce type de défi global. La marche du monde contre le réchauffement climatique passe par une transformation en profondeur du jeu géopolitique, en gardant à l'esprit que seule l'évolution préalable et assumée des rapports de force détermineront la réforme plus fondamentale des structures et des règles du jeu. Il est temps de tirer les deux principales leçons géopolitiques de Copenhague pour s'engager encore plus fortement dans la course contre la montre climatique.

En premier lieu, le changement climatique et le péril écologique au sens large s'imposent désormais comme les dynamiques structurantes majeures des relations internationales. Enfin, la vision géopolitique du monde fondée sur la fracture Nord-

Sud, héritée de l'époque coloniale, à peine voilée par la Guerre Froide et dont le Protocole de Kyoto illustre les vestiges sous la Convention, est désormais dépassée.

La lutte contre le changement climatique ne passe pas par le rêve prématuré d'une gouvernance mondiale éclairée, mais par l'animation souveraine et ambitieuse de nouvelles relations internationales fondées sur les nécessités climatiques, écologiques et culturelles qui s'imposent à notre siècle.

Lutter contre le changement climatique revient à cheminer sur une corde tendue au dessus d'un précipice. C'est un exercice complexe et périlleux, les marges de manœuvre sont étroites, les échappatoires inexistantes, et l'issue forcément théâtrale. La question reste de savoir si l'Humanité s'en remet à la bienveillance des vents contraires ou si elle se rend maître de son balancier pour avancer.